

Saint-Sauvant

code INSEE : 17395

487 habitants

Communauté d'agglomération de Saintes



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W372), pas de copie numérique de ce cahier aux Archives nationales. Le « cahier » numérique des AN est constitué par la contribution d'un habitant de Saint-Sauvant non conservée aux AD.

Forme : cahier d'écolier grand format, noir, petits carreaux.

Couverture : en haut, frise des logos de la commune, « cahier de doléances citoyen », logo tricolore de la République. « Vierge » ajouté au crayon.

Couverture AMF couleur collée au verso (face page 1).

Tampon communal sur les 4 premières pages.

1 contribution (cahier AN).

1. Dactylographié (6 pages), 200 lignes, 3100 mots (homme)

CERCLE AMICAL P. CHEBROUX DE RÉFLEXION ÉCONOMIQUE ET SOCIOCULTURELLE
[Adresse] 17610 SAINT-SAUVANT

Objet : contribution au grand débat national

8 février 2019

Lettre ouverte à Emmanuel MACRON, président de la République

Monsieur le Président,

Récemment élu, vous êtes désavoué 20 mois plus tard ! Quelle déception vous avez dû éprouver !

POURQUOI UN TEL FLOP ? COMMENT EN SORTIR ?

Les raisons du flop sont évidentes : vous avez été élu au bénéfice du doute sur l'espoir d'un grand changement et dans le contexte du rejet des principaux partis. **Vous avez hérité de vos prédécesseurs une situation économique et morale catastrophique** due essentiellement à l'effondrement programmé des références vertueuses qui avaient fait la force de notre pays et l'unité du peuple français. On peut accuser le peuple d'être versatile mais, honnêtement, vous avez bien cherché ce qui vous est arrivé , en descendant dans l'arène et en tendant les verges pour vous faire flageller, vous avez renoncé à vous abriter derrière la fonction présidentielle, mais, en contrepartie, cela vous a permis de prendre courageusement le pouls de la société française.

Vous n'aviez pas suffisamment mesuré le poids et la toxicité de l'héritage des utopies socialistes qui empoisonnent la vie politique, économique et sociale de notre pays depuis trop longtemps. Le grand malaise qui traverse notre pays est palpable dans tous les domaines de la société et malgré vos promesses, le doute s'est transformé dans l'esprit de nombreux citoyens en la certitude que vous n'étiez pas en mesure de répondre à leur attente. C'est l'expression même d'une **crise de confiance durable envers le pouvoir.**

Pour sortir de cette crise, vous avez proposé aux Français un grand débat, auquel notre **cercle de réflexion économique et socioculturelle** souhaite contribuer pour y apporter sa vision d'un véritable **réalisme républicain**, seul capable de résoudre les problèmes de notre société.

VOICI CE QUE NOUS VOULONS VOUS DIRE :

1-L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EST GANGRENÉE PAR UNE PRESSION FISCALE ÉNORME, impitoyable, insatiable qui s'incruste dans tous les rouages de la vie quotidienne des citoyens. Le peuple de France subit le record du monde de la pression fiscale. Seuls ceux qui peuvent passer à l'étranger y échappent en partie, créant ainsi une grande frustration chez les autres. **Notre fiscalité doit être abaissée** pour revenir au moins au même niveau que nos principaux partenaires internationaux. Les impôts, taxes et cotisations sociales de toutes sortes sont devenus confiscatoires pour les citoyens et exercent des contraintes abusives sur les entreprises jusqu'à mettre en péril leur développement ou même leur survie ; ce n'est pas en bridant les entreprises qu'on résout les problèmes de chômage. **ET LE CITOYEN EN A CONSCIENCE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT !**

2- LES DÉPENSES PUBLIQUES, CONTREPARTIE À LA FOIS DE LA FISCALITÉ DÉVORANTE ET DE NOTRE ENDETTEMENT EXTERIEUR, atteignent des sommets. Moins de fonctionnaires d'État, moins de fonctionnaires territoriaux selon le principe que trop d'administration tue la production. Il faut renouer avec un **budget équilibré** et non systématiquement en déficit. Il faut commencer à **rembourser les dettes**, plus de 2200 milliards d'euros qui fragilisent la France par manque de crédibilité et qui peuvent mener à un tassement brutal de niveau de vie pour remettre à un moment ou à un autre les pendules à l'heure : **on ne peut pas vivre éternellement au-dessus de ses moyens**, la Grèce en a été un exemple éclatant. **Il faut réduire considérablement les aides, subventions,**

allocations de toutes sortes qui faussent la machine économique et alimentent le clientélisme politique. **ET LE CITOYEN LE VOIT, MONSIEUR LE PRÉSIDENT !**

3- LE POUVOIR D'ACHAT est en baisse car il est le résultat de la pression fiscale abusive et de l'excès de dépenses publiques et **met en évidence le massacre de la classe moyenne, celle qui paie tout et qui n'a droit à rien au nom des innombrables seuils sociaux et conditions d'obtention de certains avantages**. Il s'agit de travailleurs et de retraités du secteur privé qui ont travaillé toute leur vie et voient leurs retraites rabotées pour permettre à l'État de dépenser davantage.

Le pouvoir d'achat est en baisse également pour une raison évidente : le grand nombre de chômeurs et d'assistés sociaux qui, même s'ils se contentent de leurs allocations et indemnités, perçoivent en moyenne moins de rémunérations que les travailleurs.

Le pouvoir d'achat est en baisse aussi parce qu'on **soigne, nourrit héberge et éduque gratuitement toute une immigration incontrôlée** à qui, bien souvent, on sert même des allocations sous forme « d'argent de poche ».

Si on fait la somme de ces trois catégories de personnes, on s'aperçoit que **le pouvoir d'achat par personne a baissé en France de manière notable depuis plusieurs années**. Dans l'état actuel des choses, **l'immigration contribue à l'appauvrissement de la France. ET LE CITOYEN LE RESSENT, MONSIEUR LE PRÉSIDENT !**

4- LE TRAVAIL. Vous avez fait du travail votre credo politique et vous avez bien fait car c'est le fond du problème actuel.

Mais qu'avez-vous fait en vérité ? Pas grand chose, il faut l'admettre.

François Mitterrand, voulant probablement laisser son nom à la postérité, **a abaissé brutalement l'âge de la retraite de 65 à 60 ans** en ne voulant pas voir que la durée moyenne de vie s'allongeait. **Quelle erreur ! Il faut corriger cette erreur.**

Avec **Martine Aubry**, le passage autoritaire à **35 heures a bridé le besoin de travail des salariés**. **Quelle erreur ! Il faut corriger cette erreur.**

Le pourcentage des retenues sur salaires est trop lourd et les salaires nets sont trop bas. En France, la productivité technique est excellente mais est annulée par la surcharge administrative et sociale, ce qui explique en grande partie notre manque de compétitivité sur les marchés étrangers et a comme résultat un important déficit de notre balance commerciale. Il faut rétablir la productivité réelle du travailleur car, en France, Monsieur le Président, ce n'est pas le travailleur qui coûte cher, c'est l'État. En diminuant l'ensemble des charges sociales retenues sur les salaires ainsi que les charges patronales afférentes, on pourrait augmenter notablement les salaires nets. Les revenus du travail sont siphonnés par nos structures sociales trop lourdes, trop souvent inefficaces, voire inutiles. **ET LE CITOYEN LE CONSTATE CHAQUE MOIS SUR SA DÉSOLANTE FICHE DE PAIE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT !**

En même temps, il faut remettre les chômeurs au travail ; malheureusement, le système d'incitation des chômeurs à accepter un nouvel emploi est mal contrôlé et inefficace alors que, dans le même temps, les allocations d'indemnités sont trop élevées. **IL FAUT AVOIR LE COURAGE DE CHANGER LE SYSTÈME, MONSIEUR LE PRÉSIDENT.**

5- LA SOCIÉTÉ PERD SES RÉFÉRENCES MORALES.

Les Français ont été très touchés dans leur sensibilité profonde par les diktats moraux imposés par la gouvernance des utopistes socialistes ;

a) **LA JUSTICE**, au sens pénal du terme, est à l'évidence laxiste et trop lente, les victimes sont sacrifiées sur l'autel de la bienveillance des juges à l'égard des criminels avec l'aide des psychologues et des assistants sociaux de tous poils. Pourquoi ?

D'abord, à cause du même **François Mitterrand qui a fait abolir la peine de mort sans en référer au peuple**. En effet, la peine de mort, qu'on l'applique ou qu'on ne l'applique pas, était **la clé de voûte de notre système pénal**. À partir de son abolition, toutes les peines ont été **dévalorisées, déclassées**, à tel point que, maintenant, jusqu'à 2 ans de peine de prison, on ne va plus en prison. C'est la joie et l'impunité chez les délinquants et les criminels et le désarroi et la peur qui s'installent dans la

population. Un bon exemple récent : celui de cet homme qui a tué de sang-froid sa femme, ses deux enfants, ses deux parents, qui a écopé de 22 ans de sûreté et qui est en droit d'obtenir sa sortie de prison.

La deuxième raison, c'est que, dans ce cadre laxiste, **on hésite à construire des prisons** qui donc ne sont plus assez nombreuses pour accueillir les délinquants. Alors, on tergiverse et on met des bracelets... !

Une justice qui n'est pas ferme décourage les policiers et les forces de l'ordre et encourage la criminalité et la délinquance. Les casseurs peuvent donc casser à qui mieux mieux. Nous en sommes les témoins chaque samedi depuis plusieurs semaines.

LES FRANÇAIS NE SE SENTENT PLUS EN SÉCURITÉ, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, CE QUI ENTRAÎNE UNE PERTE DE LIBERTÉ CAR IL N'Y A PAS DE LIBERTÉ SANS SÉCURITÉ !

b) LA RECONNAISSANCE DU MARIAGE POUR TOUS, organisé par votre prédécesseur, « le président normal », avec Madame Taubira, **sans en référer au peuple, a jeté aux orties de façon désinvolte le fondement de la famille composée d'un élément mâle et d'un élément femelle, qui est l'essence même de la perpétuation de l'espèce humaine et qui lui confère, par la nativité qu'elle implique, l'espérance et la croyance en une certaine éternité.**

Les homosexuels, pour se rapprocher, n'avaient pas besoin qu'on appelle leur rapprochement du nom de « mariage », ce qui sème le trouble et trompe certains esprits sur la nature profonde de ce qu'est un homme, de ce qu'est une femme, et du symbole de leur union dans la grande aventure humaine.

Découlant de cette question dont vous avez hérité, vous avez ouvert fâcheusement, par la mise sur pied d'un comité de bioéthique dont la neutralité est contestée, la question de la procréation médicalement assistée (PMA) et de la gestation pour autrui (GPA). La PMA permet aux femmes, en particulier lesbiennes, d'avoir des enfants sans père et la GPA permet aux hommes, en particulier homosexuels, de « payer des ventres » pour avoir des enfants sans mère.

Dans un cas, on va fabriquer des enfants sans père, dans l'autre, des enfants sans mère. Permettez-vous que notre société puisse ainsi « **fabriquer** » **sciemment des enfants orphelins de père ou de mère et qui chercheront toute leur vie une partie de leur parenté ?** Ces problèmes sont graves et les citoyens sont très troublés par la désinvolture avec laquelle ils sont traités sans qu'ils aient la possibilité d'intervenir.

QUAND LA FAMILLE EST DÉSTABILISÉE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LA SOCIÉTÉ SE FISSURE :

c) L'IMMIGRATION INCONTRÔLÉE renforce le sentiment d'insécurité, d'une part, parce que l'État montre son incapacité à l'enrayer donc sa faiblesse, ce qui n'est pas rassurant, et d'autre part, parce que le nombre d'immigrants dépasse à l'évidence les capacités de la France à les intégrer.

Les dernières statistiques pointent 242 000 permis de séjour délivrés en 2018 sans compter les illégaux et les déboutés du droit d'asile qui ne rentrent pas chez eux.

Plus de 200 000 personnes en moyenne chaque année, depuis 10 ans, cela commence à faire beaucoup. C'est chaque année une ville comme Bordeaux. La part des immigrés dans la population est maintenant de 10%.

La plupart de ces immigrants sont musulmans et viennent grossir les rangs des musulmans de France **évalués à environ 5 millions**. Qu'on le veuille ou non, les musulmans ont des difficultés à s'intégrer car, dans leurs pays d'origine, leur religion était la religion d'État. Très compliqué dans ce cas de leur faire comprendre que les lois de la République priment sur les préceptes religieux. De plus, une grande partie de ces immigrants n'ont en général pas de métier et ne parlent pas français.

Le nombre des bénéficiaires de l'aide médicale d'État est d'environ 320 000 pour un coût d'environ 1 milliard d'euros par an.

S'il s'agissait d'une immigration choisie, sélectionnée, comme au Canada par exemple, ils s'intégreraient facilement au travail et aux modes de vie du pays. Mais actuellement, ils représentent trop souvent **une charge de gens sans travail qui appauvrissent la France et attisent inévitablement le racisme et la xénophobie sur la terre d'accueil.**

L'IMMIGRATION EXCESSIVE EST UN FACTEUR DE DÉSTABILISATION DE LA NATION, MONSIEUR LE PRÉSIDENT ! Il faut réorganiser notre politique d'immigration sur une base sélective, être ferme aux frontières et arrêter de faire de la publicité sur la France « terre d'asile ». **NON, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LA FRANCE NE PEUT PLUS ÊTRE UNE TERRE D'ASILE POUR LA TERRE ENTIÈRE.**

Les Français ne sont pas racistes. Monsieur le Président, ils sont lucides et voient très bien que **l'État ne sait pas ou ne veut pas gérer l'afflux excessif d'immigrants : QUE VOULEZ- VOUS FAIRE MONSIEUR LE PRÉSIDENT ? S'IL VOUS PLAÎT, LEVEZ LE DOUTE !**

d) L'INFORMATION POLITIQUE, nationale et internationale, **est malade**. Les journalistes ne sont pas à la hauteur de leur mission d'une information qui se doit d'être circonstanciée, équilibrée et non pas recourir à une présentation de type « choc des mots, poids des photos ». Il faut que les journalistes soient formés à un haut niveau de connaissances politiques, économiques et sociales pour pouvoir présenter les informations sans les orienter soit pour plaire au pouvoir, soit selon des idées partisans ou pour « faire le buzz » dans leur carrière.

Il faut créer un conseil de déontologie des journalistes, comme les médecins ont un ordre des médecins, chargé de faire respecter la présentation d'une information la plus objective possible. **LES FRANÇAIS EN ONT ASSEZ DES MANIPULATIONS DE L'INFORMATION, MONSIEUR LE PRÉSIDENT !**

e) L'ARGENT PUBLIC FACILE.

La distribution et donc le gaspillage de l'argent public doit cesser car, d'une part, il **alimente une kyrielle d'associations et de syndicats** qui n'ont d'autre but, pour justifier leur action, que **d'effectuer des surenchères politiques, économiques et sociales néfastes** au redressement du pays. **Le principe doit être que tous les syndicats et toutes les associations ne doivent être financés que par leurs adhérents.** D'autre part, comment voulez-vous pousser les chômeurs à aller au travail s'ils sont payés trop et trop longtemps sans travailler, ou s'ils alternent sciemment des petits boulots ou des CDD à répétition avec des périodes d'inactivité au cours desquelles ils perçoivent des allocations ?

Il faut généraliser le CDI à tous les salariés sauf pour les travailleurs saisonniers.

Pour mémoire, le taux de chômage aux États-Unis est de 3,7 %, en Allemagne, moins de 5 % et en France, plus de 9 %.

Le nombre de fonctionnaires est pléthorique (5,5 millions) par rapport à la population (30 % de trop d'après les comparaisons internationales). D'autant plus que ces fonctionnaires sont grassement rémunérés pour les hauts niveaux de l'administration dont la plupart des rouages sont gérés de manière opaque et dispendieuse : tout cela est dénoncé en permanence par la Cour des comptes et la Fondation pour la Recherche sur les Administrations et les Politiques publiques dirigée par Agnès Verdier-Molinié.

Le nombre des élus à tous les niveaux (national, régional, départemental, communal) doit être revu sévèrement à la baisse pour deux raisons : d'abord parce que, plus il y a d'élus, plus ils votent de dépenses et ensuite, parce que leurs **niveaux de rémunération sont inacceptables aux yeux des citoyens.**

Au niveau national et régional, une division par deux des effectifs serait raisonnable. **Au niveau départemental**, il faut en revenir à **1 élu par canton** (au lieu de 2 actuellement). Et **concernant les communes**, il faut **opérer des fusions** telles qu'il n'y ait pas de communes de moins de **5000 habitants**, ce qui leur permettrait entre autres, de mieux mutualiser les services à la population. **LE CITOYEN NE SUPPORTE PLUS DE VOIR L'ARGENT PUBLIC DILAPIDÉ À TOUT-VA QUAND, DANS LE MÊME TEMPS, IL EST TAILLABLE ET TAXABLE À MERCI, MONSIEUR LE PRÉSIDENT !**

CONCLUSION

Dans ce contexte de **mal-être généralisé, hérité du passif très lourd de vos prédécesseurs socialo-utopistes**, votre gouvernement a très **maladroitement décidé d'augmenter les taxes sur les carburants**, ce qui a mis le feu à la poudrière sociale : trop, c'était trop !

Vous avez sous-estimé le mal-être profond qui affecte la **classe moyenne** qui travaille dur et ses retraités qui, en leur temps, ont travaillé dur pour se bâtir une retraite correcte.

L'augmentation de la CSG sur les retraites et la suppression de l'indexation des retraites sur le coût de la vie sont une deuxième maladresse. Ces mesures font suite à la suppression de la demi-part pour enfant élevé pour le calcul du quotient familial, et à l'intégration de la majoration des caisses de retraite versée aux retraités ayant eu au moins 3 enfants, dans le revenu imposable.

Ce n'est pas parce qu'on veut pousser certaines catégories de personnes à travailler qu'il faut leur distribuer l'argent que l'on a ponctionné chez ceux qui travaillent dur ou qui, comme les retraités, ont travaillé dur.

La classe moyenne, colonne vertébrale de notre société, en a assez d'être « les cochons de payeurs » et vous en veut durablement de ne pas être à son écoute.

PETIT À PETIT, ET SUITE AU TRAVAIL DE SAPE DE VOS PRÉDÉCESSEURS, LA CLASSE MOYENNE FRANÇAISE N'A PLUS CONFIANCE DANS SES GOUVERNANTS, PERD SES RÉFÉRENCES MORALES ET VOIT SON POUVOIR D'ACHAT SE DÉGRADER.

Les récentes informations ne sont pas rassurantes :

- la loi sur l'alimentation a pour effet d'augmenter le prix d'un grand nombre de produits alimentaires (jusqu'à 8 %). C'est une troisième maladresse incompréhensible ;
- augmentation de 5,9 % du prix de l'électricité, les factures EDF étant déjà plombées de plus de 37 % de taxes et contributions diverses. **EN FRANCE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, CE N'EST PAS L'ÉLECTRICITÉ QUI COÛTE CHER, C'EST L'ÉTAT !**
- de nouvelles taxes ont été créées en 1 an alors qu'il faudrait en supprimer ;
- augmentation notable de la dette extérieure (plus de 2250 milliards d'euros) ;
- augmentation du déficit budgétaire (environ 65 milliards d'euros) ;
- augmentation du déficit de la balance commerciale (environ 60 milliards d'euros) ;
- toujours 5,5 millions de fonctionnaires dont les horaires de travail, la sécurité de l'emploi, les niveaux de rémunération, les régimes de retraite et de cotisations sociales sont trop avantageux pour être acceptables par tous les autres travailleurs (à l'exception de la spécificité des personnels hospitaliers et des forces de l'ordre) ;
- augmentation de l'immigration ;
- augmentation de la fraude sociale évaluée à 14 milliards d'euros annuels, intolérable !
- augmentation des péages autoroutiers de 1,8 %.

Monsieur le Président, l'État que vous présidez a le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé au monde. Depuis 20 mois, rien n'a été fait pour remédier à cet enlèvement. L'immobilisme s'installe dans une société figée par la quiétude de recevoir la manne de l'argent public non pas en travaillant mais en manifestant. Il est urgent de remédier à cette grave dérive morale, source de tous les dangers. Nous attendons de vous très rapidement la mise en place d'une gestion saine, ferme et réaliste de la maison France, en bon père de famille, qui veut que ses enfants apprennent un métier, travaillent, et puissent bâtir leur maison et fonder une famille, sans avoir à mendier l'assistance de l'État.

NOUS VOUS SOUHAITONS D'Y PARVENIR, CE SONT NOS MEILLEURS VŒUX POUR 2019.

[Prénom Nom]
Président du cercle

[FIN]